

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00220]

26 MARS 2003. — Circulaire GPI 36 relative à l'indemnisation de l'incapacité temporaire de travail, de l'incapacité permanente de travail et de la réaffectation en matière d'accidents du travail ainsi qu'à la rente due aux ayants droit en cas d'accident mortel

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

Au Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

### 1. Introduction

La présente circulaire a pour objet de déterminer, en cas d'accidents du travail dans les services de police, les modalités de calcul de l'indemnisation de l'incapacité temporaire de travail, de l'incapacité permanente de travail et de la réaffectation, ainsi que de la rente due aux ayants droit en cas d'accident mortel. Elle précise sur base de quelle rémunération de référence chacune de ces indemnisations est calculée.

### 2. Champ d'application

Les accidents du travail survenus depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001 aux membres du personnel des services de police sont soumis à la réglementation prévue par la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Cette réglementation s'applique aux membres du personnel définitifs, stagiaires, temporaires, auxiliaires ou engagés par contrat de travail qui font partie de la police fédérale, des corps de police locale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, y compris les militaires visés à l'article 4, § 2 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, aussi longtemps qu'ils appartiennent au cadre administratif et logistique, ci-après dénommés « le membre du personnel ».

Toutefois, les accidents du travail survenus avant le 1<sup>er</sup> avril 2001 restent soumis :

— en ce qui concerne les militaires et les anciens membres du corps opérationnel de la gendarmerie, aux lois coordonnées sur les pensions de réparation;

— en ce qui concerne les autres membres du personnel de la police intégrée, à la réglementation qui leur était préalablement applicable, aux contrats d'assurances en cours au 31 mars 2001, aux règlements administratifs ou à toutes autres mesures prises en faveur des victimes ou de leurs ayants droit ayant pris cours avant le 1<sup>er</sup> avril 2001.

### 3. Indemnisations

Les membres du personnel des services de police victimes d'un accident du travail ont droit à :

— l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie occasionnés par cet accident;

— l'indemnisation de l'incapacité temporaire de travail, de l'incapacité permanente de travail et de la réaffectation résultant de cet accident.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00220]

26 MAART 2003. — Omzendbrief GPI 36 betreffende de schadeloosstelling van de tijdelijke arbeidsongeschiktheid, de blijvende arbeidsongeschiktheid en de herplaatsing ingevolge arbeidsongevallen, evenals de rente verschuldigd aan de rechthebbenden in geval van een dodelijk ongeval

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

### 1. Inleiding

Deze omzendbrief strekt ertoe inzake arbeidsongevallen bij de politiediensten, nauwgezet de berekeningswijzen te bepalen van de schadeloosstelling in geval van tijdelijke arbeidsongeschiktheid, blijvende arbeidsongeschiktheid en herplaatsing, evenals de rente verschuldigd aan de rechthebbenden in geval van een dodelijk ongeval. Ze preciseert op basis van welk referteloon elk van deze schadeloosstellingen wordt berekend.

### 2. Toepassingsgebied

De arbeidsongevallen overkomen aan de personeelsleden van de politiediensten sinds 1 april 2001, zijn onderworpen aan de regelgeving vervat in de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.

Deze regelgeving is van toepassing op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk, hulppersoneel of het personeel dat in dienst wordt genomen bij een arbeidsovereenkomst en die behoren tot de federale politie, de korpsen van de lokale politie en de algemene inspectie van de federale politie en lokale politie, met inbegrip van de in artikel 4 § 2, van de wet van 27 december 2000 met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde militairen, zolang zij tot het administratief en logistiek kader behoren, hierna «personeelslid» genoemd.

De arbeidsongevallen overkomen vóór 1 april 2001 blijven evenwel onderworpen :

— wat de militairen en de vroegere leden van het operationeel korps van de rijkswacht betreft, aan de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen;

— wat de andere personeelsleden van de geïntegreerde politie betreft, aan de voorheen op hen toepasselijke regelgeving, op 31 maart 2001 lopende verzekeringsovereenkomsten, administratieve reglementen of welke andere maatregelen ten gunste van de getroffen- en hun rechthebbenden die voor 1 april 2001 zijn begonnen te lopen.

### 3. Schadeloosstellingen

De personeelsleden van de politiediensten die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval, hebben recht op :

— de schadeloosstelling van de kosten voor dokter, chirurg, apotheker, ziekenhuis, prothese en orthopedie, teweegebracht door dit ongeval;

— de schadeloosstelling van de tijdelijke arbeidsongeschiktheid, de blijvende arbeidsongeschiktheid en de herplaatsing voortvloeiend uit dit ongeval.

En cas d'accident mortel, leurs ayants droit peuvent prétendre à :

- une indemnité pour frais funéraires;
- une rente de conjoint survivant, d'orphelin ou d'ayant droit à un autre titre.

Lorsqu'un membre du personnel de la police fédérale est victime d'un accident du travail et qu'il passe ensuite par mobilité à la police locale ou vice versa, l'autorité dont il relevait au moment de cet accident reste redevable des indemnités qui y sont liées.

#### 4. Incapacité temporaire de travail

En vertu de l'article 3 bis de la loi précitée du 3 juillet 1967, le membre du personnel bénéficie, pendant la période d'incapacité temporaire jusqu'à la date de reprise complète du travail, des dispositions prévues en cas d'incapacité temporaire totale par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, sous réserve, le cas échéant, de l'application d'une disposition légale ou réglementaire plus favorable.

Il faut donc, le cas échéant, procéder à une comparaison entre l'indemnisation prévue, d'une part, par la loi précitée du 10 avril 1971 en cas d'incapacité temporaire totale et, d'autre part, par les dispositions légales ou réglementaires qui sont applicables à ce membre du personnel et lui octroyer l'indemnisation la plus favorable.

##### 4.1. Indemnisation prévue par la loi du 10 avril 1971

###### 4.1.1. Principes

Conformément aux articles 22 et 34 à 40 de la loi précitée du 10 avril 1971, le membre du personnel a droit à une indemnité journalière égale à 90 % de la rémunération quotidienne moyenne.

La rémunération quotidienne moyenne est égale à la rémunération de base divisée par 365.

La rémunération de base correspond à la rémunération à laquelle le membre du personnel a droit, en raison des fonctions qu'il exerçait au moment de l'accident, pendant l'année qui a précédé l'accident.

###### 4.1.2. Rémunération de référence

La rémunération de référence est donc la rémunération de base. Elle est composée de la somme des gains obtenus pendant la période de référence et elle est plafonnée à 25.893,45 EUR depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Ce plafond est adapté aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

La rémunération de base comprend toute somme ou avantage évaluable en argent, octroyé directement ou indirectement par l'employeur au membre du personnel en raison des relations de travail existant entre eux, ainsi que le pécule de vacances.

L'octroi de cette somme ou avantage peut notamment résulter d'un contrat individuel écrit ou verbal, d'un règlement, d'un usage, d'un statut, d'une loi ou d'une obligation prise unilatéralement par l'employeur, sauf pour des motifs étrangers à l'activité professionnelle du membre du personnel.

Exemples : allocation de foyer ou de résidence, pécule de vacances, prime de fin d'année, allocation horaire pour prestations de service supplémentaires, allocation pour prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou pendant la nuit, allocation de bilinguisme, supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou d'une fonction supérieure, allocation de diplôme, allocation de garde, allocation pour fonctions spéciales, allocation de poste (officier de liaison),...

Les sommes, indemnités et avantages suivants ne font toutefois pas partie de cette rémunération de base :

- les sommes versées à titre de remboursement des frais de transport exposés réellement par le membre du personnel, à charge de l'employeur;
- les avantages accordés sous la forme d'outils ou de vêtements de travail, ainsi que les montants que l'employeur paie au membre du personnel afin de s'acquitter de son obligation de fournir les outils ou les vêtements de travail;
- les indemnités dues au membre du personnel lorsque l'employeur ne respecte pas ses obligations légales, contractuelles ou statutaires;
- les autres avantages complémentaires au régime de la sécurité sociale, à l'exception des pécules de vacances complémentaires.

Exemples : indemnités pour frais réels d'enquête, pour l'entretien de l'uniforme, pour frais de nourriture, de logement, de parcours et de déménagement, chèques repas,...

Lorsque le membre du personnel est engagé dans les liens d'un contrat de travail à temps partiel, la rémunération de base est fixée exclusivement en fonction du salaire dû conformément à ce contrat de travail.

In geval van een dodelijk ongeval, kunnen de rechthebbenden aanspraak maken op :

- een vergoeding wegens begrafeniskosten;
- een rente voor de overlevende echtgenoot of echtgenote, wees of rechthebbende in een andere hoedanigheid.

Wanneer een personeelslid van de federale politie slachtoffer is geworden van een arbeidsongeval en nadien via mobiliteit overgaat naar de lokale politie of vice versa, dan blijft de overheid waaronder het op het ogenblik van het ongeval ressorteert, instaan voor de daaraan gebonden schadeloosstelling.

#### 4. Tijdelijke arbeidsongeschiktheid

Krachtens artikel 3 bis van de voormelde wet van 3 juli 1967, geniet het personeelslid, onder voorbehoud van de toepassing van een meer gunstige wets- of verordeningsbepaling, gedurende de periode van tijdelijke arbeidsongeschiktheid tot de datum van volledige hervatting van het werk, het voordeel van de bepalingen die voor een tijdelijke volledige ongeschiktheid door de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen zijn vastgesteld.

Terzake vergelijkt men de schadeloosstelling bedoeld in voormelde wet van 10 april 1971 in geval van tijdelijke volledige arbeidsongeschiktheid met die vervat in het statuut waarvoor zij geopteerd hebben, om vervolgens de meest voordelige schadeloosstelling toe te kennen.

##### 4.1. Schadeloosstelling voorzien bij de wet van 10 april 1971

###### 4.1.1. Beginselen

Overeenkomstig de artikelen 22 en 34 tot 40 van voormelde wet van 10 april 1971, heeft het personeelslid recht op een dagelijkse vergoeding gelijk aan 90 % van het gemiddelde dagloon.

Het gemiddelde dagloon is gelijk aan het basisloon gedeeld door 365.

Het basisloon komt overeen met het loon waarop het personeelslid, in de functie waarin het is tewerkgesteld op het tijdstip van het ongeval, recht heeft tijdens het jaar dat het ongeval voorafgaat.

###### 4.1.2. Referteloon

Het referteloon is bijgevolg het basisloon. Het bestaat uit het totaal van de voordelen die men verkregen heeft tijdens de referteperiode en bedraagt, vanaf 1 januari 2003, maximaal 25.893,45 EUR.

Dit maximumbedrag wordt elk jaar op 1 januari aangepast aan de schommelingen van de index der consumptieprijsen.

Het basisloon omvat ieder bedrag of ieder in geld waardeerbaar voordeel dat rechtstreeks of onrechtstreeks door de werkgever aan het personeelslid wordt toegekend ingevolge de tussen hen bestaande arbeidsverhouding, evenals het vakantiegeld.

De toekenning van dit bedrag of voordeel kan in het bijzonder voortvloeien uit een geschreven of mondelinge individuele overeenkomst, een reglement, een gebruik, een statuut, een wet of een door de werkgever eenzijdig aangegane verplichting, behalve wegens overwegingen vreemd aan de beroepsactiviteit van het personeelslid.

Voorbeelden : de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de uurtoelage voor bijkomende dienstprestaties, de toelage voor dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tijdens de nacht, de tweetaligheidstoelage, de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of van een hoger ambt, diplomatoelage, wachttoelage, toelage voor bijzondere functies, toelage post (verbindingsofficier),...

De volgende bedragen, vergoedingen en voordelen maken evenwel geen deel uit van dit basisloon :

- de bedragen die worden uitgekeerd als terugbetaling van de verplaatsingskosten die het personeelslid werkelijk heeft gemaakt, ten laste van de werkgever;
- de voordelen toegekend in de vorm van arbeidsgereedschap of werkkleding, alsmede de bedragen die de werkgever aan het personeelslid betaalt ten einde zich te kwijten van zijn verplichting om arbeidsgereedschap of werkkleding te bezorgen;
- de vergoedingen aan het personeelslid verschuldigd wanneer de werkgever zijn wettelijke, contractuele of statutaire verbintenissen niet nakomt;
- de voordelen toegekend ter aanvulling van de sociale zekerheidsregeling, met uitzondering van het aanvullend vakantiegeld.

Voorbeelden : de vergoedingen voor werkelijke onderzoekskosten, voor onderhoud van het uniform, voor maaltijd-, verblijf-, traject- en verhuiskosten, maaltijdcheques,...

Wanneer het personeelslid is tewerkgesteld krachtens een arbeids-overeenkomst voor deeltijdse arbeid, wordt het basisloon vastgesteld uitsluitend met inachtneming van het loon dat verschuldigd is overeenkomstig die arbeidsovereenkomst.

#### 4.1.3. Période de référence

La période de référence pendant laquelle la rémunération de base doit être prise en considération correspond à l'année précédant l'accident. Si un membre du personnel a, par exemple, eu un accident du travail le 4 septembre 2002, la période de référence à prendre en considération pour le calcul de la rémunération de base s'échelonne du 4 septembre 2001 au 3 septembre 2002.

Cette période de référence est complète et entière lorsque le membre du personnel a presté un horaire complet en raison de la fonction exercée au moment de l'accident, pendant toute l'année précédant ce dernier.

Si tel n'est pas le cas, il faut compléter la rémunération effectivement perçue par le membre du personnel par une rémunération hypothétique, conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi précitée du 10 avril 1971.

#### 4.2. Indemnisation prévue par le statut

##### 4.2.1. Rémunération de référence

Lorsqu'il est en incapacité temporaire de travail, le membre du personnel continue à percevoir son traitement. En plus de ce traitement, il a également droit aux suppléments de traitement, aux allocations et aux indemnités suivants :

— supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou d'une fonction supérieure jusqu'à son remplacement;

— allocation de foyer ou de résidence, pécule de vacances, prime de fin d'année, complément de traitement et prime dus dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours ou du régime du départ anticipé à mi-temps;

— allocation pour prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou durant la nuit, allocation de fonction, allocation de formateur, allocation de Région de Bruxelles-Capitale, allocation de bilinguisme, allocation de sélection (pour la période d'octroi), prime de mer, allocation complémentaire (clause de sauvegarde barémique), allocation transitoire (commandant-commandant de brigade), allocation complémentaire (pilier judiciaire), allocation compensatoire (débours) et complémentaire 2D;

— dans l'ancien statut au sens de l'article 4 de la loi précitée du 27 décembre 2000 : allocation de diplôme, allocation de garde, allocation pour protection immédiate des souverains, allocation pour fonctions spéciales, allocation de formateur, allocation de logement, allocation de pilote, allocation aéronautique, allocation de motard, allocation de poste (officier de liaison);

— indemnité de poste, indemnité de téléphone, pour chien policier, pour l'entretien de l'uniforme, pour frais réels d'enquête et de service permanent au SHAPE sauf si l'absence liée à l'accident du travail dure plus de trente jours en ce qui concerne les deux dernières indemnités;

— dans l'ancien statut au sens de l'article 4 de la loi précitée du 27 décembre 2000 : indemnité fonctionnelle ESI, indemnité Belotan SHAPE, indemnité BSR sauf si l'absence liée à l'accident du travail dure plus de trente jours en ce qui concerne les deux dernières indemnités.

Toute autre allocation ou indemnité est, par conséquent, exclue du calcul.

##### 4.2.2. Période de référence

Les allocations pour prestations de service effectuées la nuit, le week-end ou pendant un jour férié sont octroyées en fonction des prestations effectivement fournies par le membre du personnel.

Vu que le membre du personnel n'est plus en mesure d'effectuer de telles prestations lorsqu'il se trouve en incapacité temporaire de travail, il faut donc se référer à celles qu'il a fournies avant l'accident et déterminer une période de référence sur base de laquelle les allocations y relatives pourront être calculées.

Cette période de référence correspond à l'année précédant l'accident. Pour déterminer le montant journalier ou mensuel de ces allocations, il convient, par conséquent, de calculer la moyenne journalière ou mensuelle des allocations octroyées au membre du personnel pour les prestations de service qu'il a effectivement fournies la nuit, le week-end ou pendant un jour férié pendant l'année précédant l'accident.

Lorsque cette période de référence est inférieure à douze mois, cette moyenne journalière ou mensuelle est calculée sur base du nombre de mois pendant lesquels le membre du personnel a effectivement exercé les fonctions qui lui étaient attribuées au moment de l'accident.

#### 5. Incapacité permanente de travail

En cas d'incapacité permanente de travail, le membre du personnel a, en outre, droit à une rente proportionnelle au pourcentage d'incapacité permanente de travail qui lui a été reconnu, en vertu des articles 3 et 4 de la loi précitée du 3 juillet 1967.

Cette rente est établie sur base de la rémunération annuelle à laquelle le membre du personnel a droit au moment de l'accident.

#### 4.1.3. Referteperiode

De referteperiode gedurende dewelke het basisloon in aanmerking moet worden genomen, stemt overeen met het jaar dat het ongeval voorafgaat. Wanneer een personeelslid bijvoorbeeld een arbeidsongeval heeft op 4 september 2002, zal de in acht te nemen referteperiode voor de berekening van het basisloon deze zijn tussen 4 september 2001 en 3 september 2002.

Deze referteperiode is volledig en geheel wanneer het personeelslid op het ogenblik van het arbeidsongeval, in de uitgeoefende functie, voltijds gewerkt heeft gedurende het gehele jaar dat aan het arbeidsongeval voorafgaat.

Wanneer dit niet het geval is, wordt het loon waarop het personeelslid werkelijk recht heeft, aangevuld met een hypothetisch loon, overeenkomstig de bepalingen van artikel 36 van voormelde wet van 10 april 1971.

#### 4.2. Schadeloosstelling voorzien in het statuut

##### 4.2.1. Referteloan

Wanneer het personeelslid tijdelijk arbeidsongeschikt is, blijft het zijn loon ontvangen. Naast dit loon heeft het eveneens recht op de volgende weddebijslagen, toelagen en vergoedingen :

— weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat en weddebijslag voor de uitoefening van een hoger ambt tot zijn vervanging;

— de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de weddebijslag en de premie verschuldigd in het raam van het stelsel van de vierdagenweek of het stelsel van de halftijdse vervroegde uitreding;

— toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tijdens de nacht, de functietoelage, de toelage voor de opleider, de toelage Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de tweetaligheidstoelage, de selectietoelage (voor de periode van toekening), het zeegeld, de bijkomende toelage (baremische vrijwaringsclausule), de overgangstoelage (commandant - brigadecommandant), de bijkomende toelage (gerechtelijke zuil), de compenserende toelage (onkosten) en de bijkomende toelage 2D;

— in het 'oud statuut' in de zin van artikel 4 van de voormelde wet van 27 december 2000 : de diplomatoelage, de wachttoelage, toelage voor de onmiddellijke bescherming van de vorsten, toelage voor bijzondere functies, toelage opleider, huisvestingstoelage, toelage piloot, luchtvaarttoelage, toelage motorrijder, posttoelage (verbindingsofficier);

— een postvergoeding, de vergoeding voor telefoon, voor onderhoud van politiehond, voor onderhoud van het uniform, voor werkelijke onderzoekskosten en voor vaste dienst bij SHAPE, behalve, voor de twee laatste vergoedingen, wanneer de afwezigheid ten gevolge van het arbeidsongeval langer duurt dan dertig dagen;

— in het 'oud statuut' in de zin van artikel 4 van voormelde wet van 27 december 2000 : functievergoeding SIE, vergoeding Belnato-SHAPE, vergoeding BOB, behalve, voor de twee laatste vergoedingen, wanneer de afwezigheid ten gevolge van het arbeidsongeval langer duurt dan dertig dagen.

Elke andere toelage of vergoeding is derhalve uitgesloten van de berekening.

##### 4.2.2. Referteperiode

De toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd tijdens de nacht, het weekend of op een feestdag worden toegekend naar gelang van de daadwerkelijk uitgevoerde prestaties door het personeelslid.

Aangezien het personeelslid, wanneer het tijdelijk arbeidsongeschikt is, niet meer in staat is om dergelijke prestaties te verrichten, dient men zich te beroepen op deze die het uitgevoerd heeft vóór het ongeval en dient men een referteperiode te bepalen op basis waarvan de desbetreffende toelagen zullen kunnen worden berekend.

Deze referteperiode stemt overeen met het jaar dat het ongeval voorafgaat. Om het dagelijks of maandelijks bedrag van deze toelagen te bepalen, past het bijgevolg, het dagelijks of maandelijks gemiddelde te berekenen van de toelagen die zijn toegekend aan het personeelslid voor de dienstprestaties die het werkelijk heeft uitgevoerd tijdens de nacht, het weekend of op een feestdag tijdens het jaar dat het ongeval voorafgaat.

Wanneer deze referteperiode geen twaalf maanden bedraagt, wordt het dagelijks of maandelijks gemiddelde berekend op basis van het aantal maanden gedurende dewelke het personeelslid werkelijk de functies die hem waren toegekend op het tijdstip van het ongeval, heeft uitgeoefend.

#### 5. Blijvende arbeidsongeschiktheid

Ingeval van blijvende arbeidsongeschiktheid heeft het personeelslid, op grond van de artikelen 3 en 4 van voormelde wet van 3 juli 1967, bovendien recht op een rente die evenredig is met het aan hem toegekend blijvend percentage arbeidsongeschiktheid.

Deze rente wordt vastgesteld op basis van de jaarlijkse bezoldiging waarop het personeelslid recht heeft op het tijdstip van het ongeval.



Lorsque le membre du personnel continue à exercer ses fonctions, cette rente ne peut pas dépasser 25 % de cette rémunération annuelle.

Lorsque le membre du personnel cesse d'exercer ses fonctions et obtient une pension de retraite, il ne peut cumuler cette rente avec sa pension qu'à concurrence de 100 % de la dernière rémunération, adaptée le cas échéant selon les règles applicables aux pensions de retraite et de survie.

Lorsque le membre du personnel cesse d'exercer ses fonctions sans avoir droit à une pension de retraite, il bénéficie de la totalité de la rente.

#### 5.1. Rémunération de référence

La rémunération de référence est donc la rémunération annuelle à laquelle le membre du personnel a droit au moment de son accident.

Cette rémunération annuelle est actuellement plafonnée à 21.047,40 EUR.

Ce plafond peut être modifié par le Roi à l'occasion et dans la mesure d'une revalorisation générale des traitements dans le secteur public.

En vertu de l'article X.III.31 PJPOL, il faut entendre par rémunération annuelle, tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire acquis par la victime au moment de l'accident, augmentés des allocations et des indemnités ne couvrant pas de charges réelles et dues en raison du contrat de travail ou du statut légal ou réglementaire. Il s'agit des allocations et des indemnités suivantes :

- allocation de foyer ou de résidence, pécule de vacances, prime de fin d'année, allocation horaire pour prestations de service supplémentaires, allocation pour prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou pendant la nuit, supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou d'une fonction supérieure, allocation pour personnel contactable et rappelable, allocation pour service ininterrompu de plus de vingt-quatre heures, allocation de fonction, allocation de formateur, allocation forfaitaire pour certains membres du personnel chargés de l'exécution de certaines missions s'inscrivant dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique fédérale en matière d'immigration, allocation de mentor, allocation de Région Bruxelles-Capitale, allocation de bilinguisme, allocation pour prestations aériennes occasionnelles, allocation pour mission d'enseignement, allocation de sélection, prime de mer, allocation complémentaire (clause de sauvegarde), allocation transitoire (commandant-commandant de brigade), allocation complémentaire (pilier judiciaire), allocation compensatoire (débours) et complémentaire 2D et allocation de plongée;

- dans 'l'ancien statut' au sens de l'article 4 de la loi précitée du 27 décembre 2000 : allocation de diplôme, allocation de garde, allocation pour protection immédiate des souverains, allocation pour fonctions spéciales, allocation pour mission d'enseignement, allocation pour mission d'enseignement partielle, allocation de formateur, allocation de plongeur, allocation d'escorte (immigration), allocation journalière pour prestations aériennes occasionnelles, allocation de logement, allocation d'intoxication ou d'irradiation, allocation de pilote, allocation aéronautique, allocation de mentor, allocation de moniteur, allocation de motard, allocation de neutralisation d'engins explosif, allocation de travail insalubre et incommode, allocation de pilote d'essai, allocation de travail en hauteur, allocation de poste (officier de liaison);

- indemnités de déplacement dans le cadre de la navigation intérieure et indemnité de poste;

- dans 'l'ancien statut' au sens de l'article 4 de la loi du 27 décembre 2000 précitée : indemnité fonctionnelle ESI, indemnité Belotan SHAPE, indemnité BSR.

Toute autre allocation ou indemnité est par conséquent exclue du calcul.

Lorsque le membre du personnel cumule une rente avec une pension de survie, la notion de « dernière rémunération » doit être interprétée en rapport avec la notion de rémunération annuelle. En plus du traitement proprement dit, elle comprend les mêmes allocations et indemnités.

#### 5.2. Période de référence

Vu que certaines allocations ou indemnités sont octroyées sur une autre base (par exemple : à la prestation ou par jour) qu'une base annuelle, il faut également déterminer une période de référence sur base de laquelle elles doivent être prises en considération pour le calcul de la rémunération annuelle.

Cette période de référence correspond à l'année précédant l'accident.

#### 6. Réaffectation

Lorsque le membre du personnel est reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions mais qu'il peut en exercer d'autres compatibles avec son état de santé, il peut être réaffecté, conformément aux dispositions statutaires qui lui sont applicables.

Lorsque le membre du personnel est réaffecté, il conserve le bénéfice du régime pécuniaire (traitement barémique) dont il jouissait au moment de l'accident. Il peut cumuler celui-ci avec une rente de la même manière que le membre du personnel qui continue à exercer ses fonctions (voir supra point 5).

Wanneer het personeelslid zijn ambt blijft uitoefenen, mag deze rente niet meer bedragen dan 25 % van die jaarlijkse bezoldiging.

Wanneer het personeelslid zijn ambt neerlegt en een rustpensioen ontvangt, kan het deze rente slechts cumuleren met zijn pensioen tot 100 % van zijn laatste bezoldiging, in voorkomend geval aangepast volgens de voor de rust- en overlevingspensioenen geldende regelen.

Wanneer het personeelslid zijn ambt neerlegt zonder recht op een rustpensioen te hebben, geniet het de totale rente.

#### 5.1. Referteloon

Het referteloon wordt vastgesteld op grond van de jaarlijkse bezoldiging waarop het personeelslid recht heeft toen het ongeval zich voerde.

Deze jaarlijkse bezoldiging bedraagt momenteel maximaal 21.047,40 EUR.

Dit maximumbedrag kan bij gelegenheid door de Koning en bij maatregel van algemene waardeinstijging van de lonen in de publieke sector worden gewijzigd.

Op grond van artikel X.III.31 RPPOL, moet onder jaarlijkse bezoldiging worden verstaan : de enige wedde, het enig loon of de enige als wedde of loon geldende vergoeding, door de getroffen(e) op het tijdstip van het ongeval verkregen, vermeerderd met de toelagen of vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken en op grond van de arbeidsovereenkomst of het wettelijk of reglementair statuut zijn verschuldigd. Deze toelagen en vergoedingen zijn de volgende :

- de hard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de uurtoelage voor bijkomende dienstprestaties, de toelage voor dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tijdens de nacht, de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of van een hoger ambt, de toelage voor bereikbaar en terugroepbaar personeel, de toelage voor een ononderbroken dienst van meer dan vierentwintig uur, de functietoelage, de toelage voor opleider, de forfaitaire toelage voor bepaalde personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van bepaalde opdrachten in het raam van de uitvoering van het federale immigratiebeleid, de toelage voor de mentor, de toelage Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de tweetaligheidstoelage, de toelage voor gelegenheidsluchtvaartprestaties, de toelage voor onderwijsopdrachten, de selectietoelage, het zeegeld, de bijkomende toelage (vrijwaringsclausule), de overgangstoelage (commandant - brigadecommandant), de bijkomende toelage (gerechtelijke zuil), de compenserende toelage (onkosten), de bijkomende toelage 2D en de duiktoelage;

- in het 'oud statuut' in de zin van artikel 4 van de voormelde wet van 27 december 2000 : diplomatoelage, wachttoelage, toelage voor de onmiddellijke bescherming van de vorsten, toelage voor bijzondere functies, toelage leeropdracht, toelage deeltijdse leeropdracht, toelage opleider, toelage duiker, toelage escorte (immigratie), dagelijkse toelage gelegenheidsluchtvaartprestaties, huisvestingstoelage, toelage intoxicatie of bestraling, toelage piloot, luchtvaarttoelage, mentortoelage, toelage monitor, toelage motorrijder, toelage neutralisatie ontploffingstuig, toelage ongezond of hinderlijk werk, toelage testpiloot, toelage werken in de hoogte, posttoelage (verbindingsofficier);

- de vergoeding voor verplaatsing in het raam van de binnenvaart en de postvergoeding ;

- in het 'oud statuut' in de zin van artikel 4 van de voormelde wet van 27 december 2000 : functievergoeding SIE, vergoeding Belnato-SHAPE, vergoeding BOB.

Elke andere toelage of vergoeding is derhalve uitgesloten van de berekening.

Wanneer het personeelslid een rente cumuleert met een overlevingspensioen, dient het begrip « laatste bezoldiging » begrepen te worden in overeenstemming met het begrip jaarlijkse bezoldiging. Naast het eigenlijke loon, omvat ze ook dezelfde toelagen en vergoedingen.

#### 5.2. Referteperiode

Aangezien bepaalde toelagen en vergoedingen toegekend worden op een andere basis (bijvoorbeeld : op basis van de prestatie of per dag) dan de jaarlijkse basis, dient men eveneens een referteperiode te bepalen op basis waarvan zij in aanmerking moeten worden genomen voor de berekening van de jaarlijkse bezoldiging.

Deze referteperiode stemt overeen met het jaar dat het ongeval voorafgaat.

#### 6. Herplaatsing

Het personeelslid dat ongeschikt is bevonden om zijn ambt uit te oefenen, maar die andere met zijn gezondheidstoestand verenigbare ambten kan vervullen, kan overeenkomstig de statutaire bepalingen die op hem van toepassing zijn, worden herplaatst.

Wanneer het personeelslid is herplaatst, behoudt het het voordeel van de bezoldigingsregeling (baremische loopbaan) die het genoot op het ogenblik van het ongeval. Het mag dit cumuleren met een rente net zoals een personeelslid dat zijn ambt kan voortzetten (zie hoger punt 5).

**7. Accidents du travail mortels**

Le conjoint survivant a droit à une rente égale à 30 % de la rémunération annuelle à laquelle le défunt avait droit au moment de l'accident.

Aussi longtemps qu'ils ont droit à des allocations familiales et, en tout cas, jusqu'à l'âge de 18 ans, les enfants orphelins de père ou de mère ont droit à une rente égale à 15 % de la rémunération annuelle à laquelle le défunt avait droit au moment de l'accident, sans que l'ensemble puisse dépasser 45 % de ladite rémunération.

Ces pourcentages sont respectivement remplacés par 20 % et 60 % pour les enfants :

- orphelins de père et de mère;
- non reconnus par leur mère décédée à la suite de l'accident;
- adoptés par une seule personne avant le décès;
- adoptés par deux personnes lorsqu'un des adoptants est prédécédé.

D'autres ayants droit tels que les ascendants, petits-enfants et frères et sœurs du défunt peuvent bénéficier d'une rente viagère ou temporaire aux conditions prévues par la loi précitée du 10 avril 1971.

**8.1. Rémunération de référence**

La rémunération de référence est la rémunération annuelle à laquelle le défunt avait droit au moment de l'accident.

Elle correspond à la rémunération annuelle à laquelle le membre du personnel a droit au moment de l'accident en cas d'accident non-mortel. Elle doit donc être calculée conformément aux points 5.1. et 5.2.

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

**7. Dodelijke arbeidsongevallen**

De overlevende echtgenoot of echtgenote heeft recht op een rente gelijk aan 30 % van de jaarlijkse bezoldiging waarop de overledene recht had op het tijdstip van het ongeval.

Zolang ze gerechtigd zijn op kinderbijslag en alleszins tot hun 18 jaar, hebben de kinderen die wees zijn van vader of moeder, recht op een rente gelijk aan 15 % van de jaarlijkse bezoldiging waarop de overledene recht had op het tijdstip van het ongeval, zonder dat het totaal 45 % van die bezoldiging mag overschrijden.

Deze percentages zijn respectievelijk vervangen door 20 % en 60 % voor kinderen :

- die wees zijn van moeder en vader;
- die niet zijn erkend door hun ingevolge een arbeidsongeval overleden moeder;
- die werden geadopteerd door één persoon vóór het overlijden;
- die werden geadopteerd door twee personen waarvan één van de adoptanten is vóóroverleden.

De andere rechthebbenden, zoals de bloedverwanten in opgaande lijn, de kleinkinderen en de broers en zussen van de overledene, kunnen, onder de voorwaarden voorzien in de voormelde wet van 10 april 1971, genieten van een lijfrente of een tijdelijke rente.

**8.1. Referteloon**

Het referentieloon is de jaarlijkse bezoldiging waarop de overledene recht had op het tijdstip van het ongeval.

Ze stemt overeen met de jaarlijkse bezoldiging waarop het personeelslid recht heeft op het tijdstip van het ongeval in geval van een niet-dodelijk ongeval. Ze dient dus te worden berekend overeenkomstig de punten 5.1. en 5.2.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2003/00338]

**Elections des Chambres législatives fédérales du 18 mai 2003. — Sigles ou logos déposés par les différentes formations politiques représentées aux Chambres législatives fédérales**

En exécution de l'article 115bis, § 1<sup>er</sup>, du Code électoral, diverses formations politiques représentées aux Chambres législatives fédérales ont régulièrement déposé un acte demandant la protection de leur sigle ou logo.

Logos dont la protection et l'utilisation sont demandées :

Logo's waarvan de bescherming en het gebruik worden gevraagd :

SIGLES PROTEGES

BESCHERMDE LETTERWOORDEN

LOGOS PROTEGES

BESCHERMDE LOGO'S

NOM PARLEMENTAIRE

NAAM PARLEMENTSLID

AGALEV

Lode VANOOST



CD&amp;V

Hugo VANDENBERGHE



CDH CSP-CDH

Clotilde NYSENS



**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2003/00338]

**Verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers van 18 mei 2003. Ingediende letterwoorden of logo's door de verschillende in de federale Wetgevende Kamers vertegenwoordigde politieke formaties**

In uitvoering van artikel 115bis, § 1, van het Kieswetboek, hebben verschillende in de federale Wetgevende Kamers vertegenwoordigde politieke formaties op regelmatige wijze een akte tot bescherming van hun letterwoord of logo ingediend.

Parlementaire qui a déposé l'acte :

Parlementslid dat de akte heeft ingediend :